

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

**Date de convocation  
et d'affichage :****04/11/2025****Nombre de  
conseillers :****En exercice : 7****Présents : 4****Pouvoirs : 1****Votants : 5**

L'an deux mil vingt-cinq,  
Le dix-neuf novembres à dix-neuf heures trente,  
Le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de Le Chalange, en séance ordinaire, sous la présidence de M. RILLET Rémy, Maire.

Étaient présents : Mme AUCLAIR Catherine, M. LEBAS Patrice, M. RENAULT Yannick

Absents excusés : Mme Amandine LECHENE, MM. Sylvain CHRISTIAN, Régis LEGUILLOU.

Pouvoirs : Mme LECHENE Amandine a donné pouvoir à Mme AUCLAIR Catherine.

Mme AUCLAIR Catherine a été élue secrétaire de séance.

**DÉCISION 20251119-23****Objet : Demande de subvention DETR – Aménagement du cimetière et de l'entrée de l'église.**

Monsieur le maire présente au Conseil Municipal les devis pour l'aménagement du cimetière et de l'entrée de l'église :

	Montant HT	TVA	Montant TTC
Société Normande de Travaux	60 168.25	12 033.65	72 201.90
EURL BOISGONTIER	1 333.00	266.60	1 599.60

pour un montant total de 61 501.25 €HT soit 73 801.50 €TTC.

Ces travaux sont éligibles à la DETR 2026 à hauteur de 45%, Monsieur le Maire propose que soit déposée une demande auprès des services de l'état.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

→ Valide le projet d'aménagement du cimetière et de l'entrée de l'église qui s'élève à 61 501.25 €HT soit 73 801.50 €TTC ;

→ Décide de déposer une demande de subvention de 45% auprès des services de l'état dans le cadre de la DETR.

→ Valide le financement comme suit :

- Subvention DETR 45 % (du montant HT) :	27 675.56 €
- Fctva :	12 300.25 €
- Autofinancement :	33 825.69 €

**Total : 73 801.50 €**

→ Donne tous pouvoir à Monsieur le maire pour effectuer les démarches nécessaires.

Copie certifiée conforme au registre des délibérations.



Le Maire,  
Rémy RILLET

Accusé de réception en préfecture  
061-216100826-20251119-20251119-23-DE  
Date de réception préfecture : 09/12/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.